



À propos de ce formulaire

Le présent formulaire est un document juridique officiel et peut avoir une incidence sur vos droits et obligations. Pour le remplir, veuillez suivre les instructions figurant dans la notice « Comment remplir le formulaire de requête ». Veuillez à remplir tous les champs qui s'appliquent à votre situation et à fournir tous les documents pertinents.

Avertissement : Si votre requête est incomplète, elle ne sera pas acceptée (article 47 du règlement de la Cour). Veuillez noter en particulier que l'article 47 § 2 a) du règlement prévoit que le formulaire de requête DOIT comprendre dans les parties pertinentes un exposé concis des faits, des griefs et des informations relatives au respect des critères de recevabilité. Le formulaire dûment rempli doit permettre à la Cour de déterminer la nature et l'objet de la requête sans qu'elle ait à se référer à d'autres documents.

Étiquette à code-barres

Si vous avez déjà reçu de la Cour européenne des droits de l'homme un lot d'étiquettes à code-barres, apposez-en une dans l'encadré ci-dessous.



41950/21

ABGRALL AND 671 OTHERS V. FRA

Numéro de référence

Si vous avez déjà reçu de la Cour un numéro de référence pour ces griefs, indiquez-le dans l'encadré ci-dessous.

41950/21

A. Requérant

A.1. Particulier

Cette section ne concerne que les requérants personnes physiques. Si le requérant est une organisation, passez à la section A.2.

1. Nom de famille

THEVENON

2. Prénom(s)

Pierrick

3. Date de naissance

ex. 31/12/1960

J J M M A A A A

4. Lieu de naissance

5. Nationalité

Française

6. Adresse

France

7. Téléphone (y compris le code pays)

8. E-mail (le cas échéant)

pierrick.thevenon@gmail.com

9. Sexe ☒ masculin ☐ féminin

A.2. Organisation

Cette section n'est à remplir que si le requérant est une société, une ONG, une association ou un autre type de personne morale. Dans ce cas, remplir également la section D.1.

10. Nom

11. Numéro d'immatriculation (le cas échéant)

12. Date d'enregistrement ou de constitution (le cas échéant)

ex. 27/09/2012

J J M M A A A A

13. Activité

14. Siège

15. Téléphone (y compris le code pays)

16. E-mail

B. État(s) contre le(s)quel(s) la requête est dirigée

17. Cochez la ou les case(s) correspondant à l'État/aux États contre le(s)quel(s) la requête est dirigée.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> ALB - Albanie | <input type="checkbox"/> ITA - Italie |
| <input type="checkbox"/> AND - Andorre | <input type="checkbox"/> LIE - Liechtenstein |
| <input type="checkbox"/> ARM - Arménie | <input type="checkbox"/> LTU - Lituanie |
| <input type="checkbox"/> AUT - Autriche | <input type="checkbox"/> LUX - Luxembourg |
| <input type="checkbox"/> AZE - Azerbaïdjan | <input type="checkbox"/> LVA - Lettonie |
| <input type="checkbox"/> BEL - Belgique | <input type="checkbox"/> MCO - Monaco |
| <input type="checkbox"/> BGR - Bulgarie | <input type="checkbox"/> MDA - République de Moldova |
| <input type="checkbox"/> BIH - Bosnie-Herzégovine | <input type="checkbox"/> MKD - Macédoine du Nord |
| <input type="checkbox"/> CHE - Suisse | <input type="checkbox"/> MLT - Malte |
| <input type="checkbox"/> CYP - Chypre | <input type="checkbox"/> MNE - Monténégro |
| <input type="checkbox"/> CZE - République tchèque | <input type="checkbox"/> NLD - Pays-Bas |
| <input type="checkbox"/> DEU - Allemagne | <input type="checkbox"/> NOR - Norvège |
| <input type="checkbox"/> DNK - Danemark | <input type="checkbox"/> POL - Pologne |
| <input type="checkbox"/> ESP - Espagne | <input type="checkbox"/> PRT - Portugal |
| <input type="checkbox"/> EST - Estonie | <input type="checkbox"/> ROU - Roumanie |
| <input type="checkbox"/> FIN - Finlande | <input type="checkbox"/> RUS - Fédération de Russie |
| <input checked="" type="checkbox"/> FRA - France | <input type="checkbox"/> SMR - Saint-Marin |
| <input type="checkbox"/> GBR - Royaume-Uni | <input type="checkbox"/> SRB - Serbie |
| <input type="checkbox"/> GEO - Géorgie | <input type="checkbox"/> SVK - République slovaque |
| <input type="checkbox"/> GRC - Grèce | <input type="checkbox"/> SVN - Slovénie |
| <input type="checkbox"/> HRV - Croatie | <input type="checkbox"/> SWE - Suède |
| <input type="checkbox"/> HUN - Hongrie | <input type="checkbox"/> TUR - Turquie |
| <input type="checkbox"/> IRL - Irlande | <input type="checkbox"/> UKR - Ukraine |
| <input type="checkbox"/> ISL - Islande | |

C. Représentant(s) d'un particulier

Les particuliers ne sont pas tenus d'être représentés par un avocat à ce stade. Si le requérant n'est pas représenté, passez à la section E. Si vous introduisez la requête au nom d'un particulier et que vous n'êtes pas avocat (si vous êtes par exemple un proche, un ami, un responsable légal), remplissez la section C.1 ; si vous êtes avocat, remplissez la section C.2. Dans les deux cas, remplissez également la section C.3.

C.1. Représentant autre qu'un avocat

18. Qualité/lien/fonction

Monsieur

19. Nom de famille

FROMENT

20. Prénom(s)

Guy

21. Nationalité

Française

22. Adresse

7, BD NOVY JICIN
69 200 Vénissieux
France

23. Téléphone (y compris le code pays)

+ 33 6 73 53 36 25

24. Télécopie

25. E-mail

guyfroment@gmail.com

C.2. Avocat

26. Nom de famille

27. Prénom(s)

28. Nationalité

29. Adresse

30. Téléphone (y compris le code pays)

31. Télécopie

32. E-mail

C.3. Pouvoir

Le requérant doit autoriser quiconque le représente à agir en son nom en apposant sa signature dans l'encadré 33 ci-dessous ; le représentant désigné par lui doit indiquer qu'il accepte de le représenter en apposant sa signature dans l'encadré 35 ci-dessous.

J'autorise par la présente la personne indiquée ci-dessus à me représenter devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à ma requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

33. Signature du requérant

34. Date

1	9	0	8	2	0	2	1
J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

J'accepte par la présente de représenter le requérant devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à la requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

35. Signature du représentant

36. Date

0	6	0	9	2	0	2	1
J	J	M	M	A	A	A	A

ex. 27/09/2015

Communication électronique entre le représentant et la Cour

37. Adresse e-mail pour le compte eComms (si le représentant utilise déjà eComms, indiquez l'adresse e-mail du compte eComms existant)

En remplissant cet encadré, vous acceptez d'utiliser le système eComms.

D. Représentant(s) d'une organisation

Si le requérant est une organisation, celle-ci doit être représentée devant la Cour par une personne habilitée à agir en son nom et pour son compte (par exemple un dirigeant ou un responsable dûment mandaté). Les coordonnées du représentant doivent alors être indiquées dans la section D.1.

Si ce représentant mandate un avocat pour défendre l'organisation, il faut également remplir les sections D.2 et D.3.

D.1. Représentant de l'organisation

38. Qualité/lien/fonction (joindre un justificatif)

39. Nom de famille

40. Prénom(s)

41. Nationalité

42. Adresse

43. Téléphone (y compris le code pays)

44. Télécopie

45. E-mail

D.2. Avocat

46. Nom de famille

47. Prénom(s)

48. Nationalité

49. Adresse

50. Téléphone (y compris le code pays)

51. Télécopie

52. E-mail

D.3. Pouvoir

Le représentant de l'organisation doit autoriser tout avocat qui la défend à agir en son nom, en apposant sa signature dans l'encadré 53 ci-dessous ; l'avocat désigné par lui doit indiquer qu'il accepte de défendre l'organisation en apposant sa signature dans l'encadré 55 ci-dessous.

J'autorise par la présente la personne indiquée dans la section D.2 ci-dessus à défendre l'organisation devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à la requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

53. Signature du représentant de l'organisation

54. Date

ex. 27/09/2015

J'accepte par la présente de défendre l'organisation devant la Cour européenne des droits de l'homme aux fins de la procédure relative à la requête introduite en vertu de l'article 34 de la Convention.

55. Signature de l'avocat

56. Date

ex. 27/09/2015

Communication électronique entre le représentant et la Cour

57. Adresse e-mail pour le compte eComms (si le représentant utilise déjà eComms, indiquez l'adresse e-mail du compte eComms existant)
En remplissant cet encadré, vous acceptez d'utiliser le système eComms.

Objet de la requête

Cette partie (sections E, F et G) du formulaire de requête doit mentionner toutes les informations relatives aux faits, aux griefs et au respect de la règle de l'épuisement des voies de recours internes et du délai de six mois fixés à l'article 35 § 1 de la Convention. Il est obligatoire de la remplir et de ne pas se contenter de la mention « voir annexe jointe ». Veuillez consulter l'article 47 § 2 du règlement et l'Instruction pratique relative à l'introduction de l'instance, ainsi que la notice « Comment remplir le formulaire de requête ».

E. Exposé des faits

58.

M. Pierrick THEVENON est sapeur-pompier professionnel au service départemental d'incendie et de secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon (SDMIS).

La présente requête s'inscrit dans le cadre général de la pandémie du COVID-19

1. Le 14 juin 2021, le Parlement et le Conseil ont édité le règlement (UE) 2021/953, relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19.

Ce règlement est entré en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Il s'applique du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022. Son considérant 36 prévoit :

« (36) Il y a lieu d'empêcher toute discrimination directe ou indirecte à l'encontre des personnes qui ne sont pas vaccinées, par exemple pour des raisons médicales, parce qu'elles ne font pas partie du groupe cible auquel le vaccin contre la COVID-19 est actuellement administré ou pour lequel il est actuellement autorisé, comme les enfants, ou parce qu'elles n'ont pas encore eu la possibilité de se faire vacciner ou ne souhaitent pas le faire. Par conséquent, la possession d'un certificat de vaccination, ou la possession d'un certificat de vaccination mentionnant un vaccin contre la COVID-19, ne devrait pas constituer une condition préalable à l'exercice du droit à la libre circulation ou à l'utilisation de services de transport de voyageurs transfrontaliers tels que les avions, les trains, les autocars ou les transbordeurs ou tout autre moyen de transport. En outre, le présent règlement ne peut être interprété comme établissant un droit ou une obligation d'être vacciné. »

Le 27 janvier 2021, l'assemblée du Conseil de l'Europe, dans sa résolution 2361, avait demandé instamment aux États membres et à l'Union européenne, dans le but de garantir un niveau élevé d'acceptation des vaccins :

« (7.3.1.) de s'assurer que les citoyens et citoyennes sont informés que la vaccination n'est pas obligatoire et que personne ne subit de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner, s'il ou elle ne souhaite pas le faire personnellement ; »

2. En France, afin de lutter contre la pandémie de la COVID-19, le régime de l'état d'urgence sanitaire a été créé par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020. Il a été réactivé depuis le 17 octobre 2020. Plusieurs lois ont été ensuite promulguées afin de lutter contre la pandémie.

Au jour du dépôt de la requête, la vaccination contre la COVID-19 n'est pas obligatoire en France pour l'ensemble de la population. En revanche, elle l'est pour d'autres maladies qui sont toutes beaucoup plus anciennes et bien connues, comme la diphtérie, le tétanos ou la poliomyélite.

L'article 12 de la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire a rendu obligatoire cette vaccination, uniquement pour certaines catégories de personnes (pièce n°1), dont les sapeurs-pompiers.

« Article 12

I. - Doivent être vaccinés, sauf contre-indication médicale reconnue, contre la covid-19 :

.....

6° Les sapeurs-pompiers et les marins-pompiers des services d'incendie et de secours, les pilotes et personnels navigants de la sécurité civile assurant la prise en charge de victimes, les militaires des unités investies à titre permanent de missions de sécurité civile mentionnés au premier alinéa de l'article L. 721-2 du code de la sécurité intérieure ainsi que les membres des associations agréées de sécurité civile mentionnées à l'article L. 725-3 du même code participant, à la demande de l'autorité de police compétente ou lors du déclenchement du plan Orsec, aux opérations de secours et à l'encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien aux populations ou qui contribuent à la mise en place des dispositifs de sécurité civile dans le cadre de rassemblements de personnes ; »

Exposé des faits (suite)

59.

L'article 14 de cette loi impose d'interrompre le versement de la rémunération lorsque la personne concernée ne peut plus exercer son activité professionnelle, dans le cas où elle ne justifie pas d'un schéma vaccinal complet.

« I. - A. - (...) »

B. - A compter du 15 septembre 2021, les personnes mentionnées au I de l'article 12 ne peuvent plus exercer leur activité si elles n'ont pas présenté les documents mentionnés au I de l'article 13 ou, à défaut, le justificatif de l'administration des doses de vaccins requises par le décret mentionné au II de l'article 12.

Par dérogation au premier alinéa du présent B, à compter du 15 septembre 2021 et jusqu'au 15 octobre 2021 inclus, sont autorisées à exercer leur activité les personnes mentionnées au I de l'article 12 qui, dans le cadre d'un schéma vaccinal comprenant plusieurs doses, justifient de l'administration d'au moins une des doses requises par le décret mentionné au II du même article 12, sous réserve de présenter le résultat, pour sa durée de validité, de l'examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19 prévu par le même décret.

II. - Lorsque l'employeur constate qu'un salarié ne peut plus exercer son activité en application du I du présent article, il l'informe sans délai des conséquences qu'entraîne cette interdiction d'exercer sur son emploi ainsi que des moyens de régulariser sa situation. Le salarié qui fait l'objet d'une interdiction d'exercer peut utiliser, avec l'accord de son employeur, des jours de repos conventionnels ou des jours de congés payés. A défaut, son contrat de travail est suspendu. La suspension mentionnée au premier alinéa du présent II, qui s'accompagne de l'interruption du versement de la rémunération, prend fin dès que le salarié remplit les conditions nécessaires à l'exercice de son activité prévues au I. Elle ne peut être assimilée à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour les droits légaux ou conventionnels acquis par le salarié au titre de son ancienneté.

.....

III. - Lorsque l'employeur constate qu'un agent public ne peut plus exercer son activité en application du I, il l'informe sans délai des conséquences qu'entraîne cette interdiction d'exercer sur son emploi ainsi que des moyens de régulariser sa situation. L'agent public qui fait l'objet d'une interdiction d'exercer peut utiliser, avec l'accord de son employeur, des jours de congés payés. A défaut, il est suspendu de ses fonctions ou de son contrat de travail.

La suspension mentionnée au premier alinéa du présent III, qui s'accompagne de l'interruption du versement de la rémunération, prend fin dès que l'agent public remplit les conditions nécessaires à l'exercice de son activité prévues au I. Elle ne peut être assimilée à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour les droits acquis par l'agent public au titre de son ancienneté. Pendant cette suspension, l'agent public conserve le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles il a souscrit.

.....

IV. - Les agences régionales de santé vérifient que les personnes mentionnées aux 2° et 3° du I de l'article 12 qui ne leur ont pas adressé les documents mentionnés au I de l'article 13 ne méconnaissent pas l'interdiction d'exercer leur activité prévue au I du présent article.

V. - Lorsque l'employeur ou l'agence régionale de santé constate qu'un professionnel de santé ne peut plus exercer son activité en application du présent article depuis plus de trente jours, il en informe, le cas échéant, le conseil national de l'ordre dont il relève. »

Avant d'être promulguée le 5 août 2021, la loi a recueilli différents avis :

- Conseil d'État, avis rendu le 19 juillet 2021 (pièce n°2)
- Défenseur des Droits, avis rendu le 20 juillet 2021 (pièce n°3)
- Conseil Constitutionnel, avis rendu le 5 août 2021 (pièce n°4)

3. Le requérant refuse la vaccination par crainte pour sa santé. Au 15 septembre 2021, il ne pourra pas justifier d'être entré dans le schéma vaccinal obligatoire prévu par la loi du 5 août 2021. Par voie de conséquence il ne pourra plus exercer son activité professionnelle. Dans ce cas, la loi impose à l'employeur du requérant qu'il constate alors son impossibilité d'exercer son activité, cette impossibilité devant s'accompagner de l'interruption du versement de sa rémunération, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions nécessaires à l'exercice de son activité.

Exposé des faits (suite)

60.

Le requérant a fait le constat (exposé au cadre G du formulaire) qu'aucune voie de recours effectif ne lui était offert du fait de l'avis de la plus haute juridiction de la justice administrative de son pays et de l'avis du Conseil Constitutionnel. Il a alors décidé de saisir la Cour européenne des droits de l'homme (« la Cour ») le 19 août 2021 avec de nombreux autres requérants, sur le fondement de l'article 39 de son règlement (Pièce n°8).

Le 24 août 2021, la Cour, siégeant en une formation de Chambre de sept juges, a décidé de rejeter les demandes de mesures provisoires introduites par le requérant et plusieurs centaines d'autres, estimant que ses demandes étaient hors du champ d'application de l'article 39 du règlement de la Cour.

La Cour a par ailleurs fixé au 22 septembre au plus tard, l'envoi de l'original du formulaire de requête complété et accompagné d'une copie de tous les documents pertinents. (Pièce n° 9).

C'est dans ce cadre qu'intervient la présente requête. Elle reprend la totalité des arguments de la requête « mesures provisoires ».

4. Les dispositions des articles 12 et 14 de la loi du 5 août 2021, apparaissent manifestement inconventionnelles.

En premier lieu, il convient de préciser que la totalité des personnes concernées par l'obligation vaccinale de l'article 12 de la loi du 5 août 2021 ne représente qu'une toute petite partie de la population française qui selon l'Institut National de la Statistique et des études économiques (INSEE) se chiffre à un peu plus de 67 millions au premier janvier 2021.

La France n'ayant pas fourni ces chiffres, on peut estimer à environ 2 millions le nombre de personnes qui seraient concernées par l'obligation vaccinale, soit moins de 3% de la population française (250 000 pompiers, 450 000 personnels de maisons de retraite et environ 1,3 million de « soignants »).

Dans ces conditions, l'impérieuse nécessité sociale dans une société démocratique de protéger la santé publique n'apparaît nullement, dans la mesure où 97% de la population n'est pas soumise à l'obligation vaccinale. Et ce d'autant que les 3% concernés sont ceux qui connaissent le mieux ce virus et qui disposent dans leur travail des meilleures protections pour ne pas être contaminés et ne pas contaminer, outre le fait qu'il n'a nullement été démontré que cette partie des travailleurs serait davantage susceptible que le reste de la population de participer à la propagation de la COVID-19.

En second lieu, comme indiqué aux points 18 à 24, 27 et 28 de la requête « mesures provisoires » et les pièces 5 et 6, les effets néfastes des vaccins sont avérés et 25 % ont été classés comme grave, sans compter que les vaccins n'ont qu'une autorisation de mise sur le marché conditionnelle et que les résultats des études d'impact à deux ans ne seront pas connus avant 2023.

D'autre part, comme il a été démontré dans la requête « mesures provisoires » aux points 48 à 53, des solutions alternatives à l'obligation vaccinale existent en France, à commencer, comme le préconise cette même loi, le test des travailleurs avant de prendre leur service afin de s'assurer qu'ils ne sont pas porteurs du virus. Cette solution, permettant également de tester ceux qui sont vaccinés et qui peuvent néanmoins être porteur et transmetteur du virus.

En troisième lieu, l'extrême brutalité de la conséquence au 15 septembre 2021, du refus de vaccination pour les personnes concernées, pose un autre problème, celui d'une atteinte disproportionnée et non justifiée au droit à la protection de la vie privée et familiale.

Il a été démontré aux points 70 à 72 de la requête « mesures provisoires » que les sanctions prévues par la loi du 5 août 2021 en cas de non-respect de l'obligation vaccinale seraient dramatiques pour la vie privée et familiale des personnes concernées et beaucoup plus fortes que s'ils avaient commis une faute grave.

En quatrième lieu, il convient de rappeler pour mémoire, que le directeur de la direction du conseil juridique et du droit international public du Conseil de l'Europe, dans un mémorandum adressé le 16 mars 2020 aux représentants permanents des États et intitulé « Covid-19 Derogations under article 15 of the European Convention on Human Rights » rappelait aux Hautes Parties contractantes la faculté qu'elles avaient de déroger à l'article 15 de la CESDH, dans certaines conditions. Plusieurs pays ont utilisé cette possibilité, ce qui n'est pas le cas de la France.

F. Exposé de la/des violation(s) alléguée(s) de la Convention et/ou des Protocoles et arguments à l'appui

61. Article invoqué	Explication
Article 2 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	<p>En préambule de ce point, la requête « mesures provisoires » (points 18 à 34, rappelle d'une part que les risques liés au vaccin de la COVID-19 sont bien réels et que 25% des effets néfastes ont officiellement été reconnus par l'agence nationale de la sécurité du médicament. D'après les études scientifiques actuelles (Pièce n°11) les effets néfastes des vaccins sont extrêmement graves et représentent un risque sérieux pour la santé et la vie.</p> <p>D'autre part, les vaccins n'ont obtenu qu'une autorisation de mise sur le marché provisoire et n'ont été autorisés que très récemment (Pfizer/BioNTech le 21 décembre 2020 - Moderna le 6 janvier 2021 - AstraZeneca le 29 janvier 2021 - Janssen le 11 mars 2021). Sans compter l'effet pervers de l'obligation vaccinale qui pousse certains à vouloir contracter la pathologie virale afin d'échapper à cette obligation vaccinale, prenant ainsi le risque d'en mourir, même si le taux de létalité est de moins de 1 % (Pièce n° 7).</p> <p>D'après la Cour, la première phrase de l'article 2, qui se place parmi les articles primordiaux de la Convention en ce qu'il consacre l'une des valeurs fondamentales des sociétés démocratiques qui forment le Conseil de l'Europe impose à l'État l'obligation non seulement de s'abstenir de donner la mort « intentionnellement », mais aussi de prendre les mesures nécessaires à la protection de la vie des personnes relevant de sa juridiction (Affaire CALVELLI ET CIGLIO c. Italie, du 17 janvier 2002, points 48 et 49).</p> <p>Dans le cas présent, le requérant estime que l'obligation vaccinale qui lui est imposée et qui comporte des risques sérieux pour sa vie et sa santé, s'oppose à la protection que l'État français aurait dû lui apporter en regard des obligations de l'article 2 de la Convention.</p> <p>En plus, la situation dans les pays les plus vaccinés prouve que le vaccin n'empêche pas la survenue de nouvelles vagues, qu'aucune immunité collective ne peut aboutir et que beaucoup de personnes hospitalisées en soins critiques sont des personnes totalement vaccinées.</p>
Article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	<p>La Cour s'est déjà prononcée sur la vaccination obligatoire en regard de l'article 8§1 de la Convention. Dans l'affaire 42197/98 du 9 juillet 2002, SALVETTI v. ITALIE, elle a jugé que les inoculations obligatoires en tant que traitements médicaux non volontaires constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie privée garanti par l'article 8 § 1.</p> <p>La Cour a rappelé dans l'affaire Soering c/ Royaume-Uni, arrêt du 7 juillet 1989 que l'ingérence doit correspondre à un besoin social impérieux et que la mesure doit rester proportionnée au but légitime poursuivi.</p> <p>Dans l'arrêt Vilnes et autres c. Norvège - 52806/09 et 22703/10, arrêt du 5 décembre 2013, la Cour a conclu qu'il y avait eu une violation de l'article 8 de la CESDH en regard de l'obligation de veiller à mettre à la disposition des requérants des informations essentielles qui leur auraient permis d'apprécier les risques pour leur santé et leur vie.</p> <p>Dans le cas présent, non seulement le requérant n'a pas eu ces informations essentielles pour apprécier les risques pour sa santé et sa vie, liés à une vaccination, mais il lui a été imposée par la Loi une obligation vaccinale, associée à une interdiction d'exercer son activité et une privation totale de rémunération, constituant de fait une ingérence dans sa vie privée et familiale, dont l'effet apparaît totalement disproportionné avec le but recherché.</p>

Exposé de la/des violation(s) alléguée(s) de la Convention et/ou des Protocoles et arguments à l'appui (suite)

<p>62. Article invoqué Article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, combiné avec l'article 8</p>	<p>Explication Dans l'affaire Sidabras et Džiautas c. Lituanie (requêtes nos 55480/00 et 59330/00), la Cour dit par cinq voix contre deux, qu'il y a eu violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination) de la Convention européenne des Droits de l'Homme combiné avec l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la Convention lorsque les deux requérants s'étaient vus privés de travail en raison de leur ancienne appartenance au KGB. Dans le cas présent la mesure d'exclusion du monde du travail associée à une privation totale de rémunération apparaît totalement disproportionnée avec le but légitime recherché.</p> <p>Elle ne concerne que les sapeurs-pompiers et les soignants. Le ministre de la santé en charge de ce dossier a affirmé récemment « Il n'y a pas de projet d'obligation vaccinale à d'autres catégories professionnelles » (pièce n° 10). La loi opérant une différence fondée uniquement sur la profession, il existe une violation de l'article 14 combinée à l'article 8 de la CESDH.</p>
<p>Article 1er du premier protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales</p>	<p>L'article 1er du premier protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales garantit le droit au respect des biens. Il « autorise la privation de biens d'une personne physique ou morale sous réserve des conditions prévues par la loi.</p> <p>Or, pour la Cour, la loi ne se suffit pas en elle-même, car encore faut-il que celle-ci soit compatible avec l'état de droit, en somme qu'elle contienne en son corpus des garanties contre l'arbitraire.</p> <p>Ainsi, pour fonder l'ingérence, une loi autorisant la privation de propriété au sens de l'article 1er du Protocole 1 doit être « suffisamment accessible, précise et prévisible dans son application » (Cour EDH 8 déc. 2005, Guiso-Gallisay c. Italie, req. n° 58858/00, § 82-83, AJDA 2009. 872 ; RFDA 2009. 285).</p> <p>Une règle de droit interne est considérée prévisible si elle contient une mesure de protection contre les ingérences arbitraires des pouvoirs publics (Cour EDH, Gr. ch., 7 juin 2012, Centro Europa 7 Srl et Di Stefano c. Italie, req. n° 38433/09, § 143).</p> <p>Si les pouvoirs publics justifient l'ingérence dans le droit de propriété par l'existence d'une loi applicable, il faut donc que soient prévues des « garanties procédurales minimales proportionnelles à l'importance du principe en jeu » (Cour EDH, Gr. ch., 14 sept. 2010, Sanoma Uitgevers BV c. Pays-Bas, req. n° 38224/03, § 88 ; RSC 2011. 223, obs. J.-P. Marguénaud ; 25 oct. 2012, Vistiš et Perepjolkins c. Lettonie, req. n° 71243/01, § 96-98). ; la Cour rappelant qu'une ingérence doit être considérée comme disproportionnée si elle fait supporter au propriétaire un « fardeau excessif », de telle sorte que la balance entre la protection du droit de propriété et les exigences de protection de l'intérêt général deviendrait déséquilibrée (Cour EDH, 4ème section, 13 mai 2014, Paulet c/ Royaume-Uni, n°6219/08).</p> <p>Ici, comme cela a été expliqué dans la requête « mesures provisoires » aux points 13, 14 et 70 à 72, les agents tels que le requérant, ne pourront plus exercer leur activité et seront privés de toute rémunération au 15 septembre 2021, en raison de leur refus de se faire vacciner, les plaçant ainsi dans une situation financière inédite en termes de privation totale de toute forme de revenus, et bien plus grave que s'ils avaient commis une faute grave.</p> <p>Enfin, il convient de rappeler d'une part que le règlement (UE) 2021/953 du 14 juin 2021 du Parlement et du Conseil, comme l'assemblée du Conseil de l'Europe au travers de sa résolution 2361 du 27 janvier 2021 ne préconisent qu'une incitation à la vaccination.</p> <p>Et d'autre part que l'obligation vaccinale n'est pas la règle en Europe, et les pays en tête dans la vaccination de leurs populations comme Malte, le Portugal ou encore le Danemark ont réussi à le faire sans imposer comme en France une obligation vaccinale.</p>

G. Respect des critères de recevabilité énoncés à l'article 35 § 1 de la Convention

Pour chaque grief, veuillez confirmer que vous avez exercé les recours effectifs disponibles dans le pays concerné, y compris les voies d'appel, et indiquer la date à laquelle la décision interne définitive a été rendue et reçue, afin de montrer que vous avez respecté le délai de six mois.

63. Grief	Recours exercés et date de la décision définitive
Violation de l'article 2 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	L'article 35§1 de la Convention indique que « La Cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive. »
Violation de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	Cela signifie qu'en principe, la Cour ne devrait pas examiner une affaire avant que les juridictions nationales n'aient été saisies et que l'épuisement des voies de recours internes ne soit effectif.
Violation de l'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, combiné avec l'article 8	Cependant, il s'agit davantage d'une règle d'or que d'un principe gravé dans le marbre, la Cour appliquant cette règle avec une certaine souplesse et sans formalisme excessif, étant donné le contexte de protection des droits de l'homme.
Violation de l'article 1er du premier protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	La logique qui sous-tend la règle de l'épuisement des voies de recours internes est de ménager aux autorités nationales, et avant tout aux tribunaux, l'occasion de prévenir ou de redresser les violations alléguées de la Convention (Guide sur la recevabilité).
	Dans le cas présent, les autorités nationales ont, préalablement à la publication de la loi en cause, saisi le Conseil d'État qui est la plus haute juridiction de l'ordre administratif, lequel a déjà rendu un avis conforme à la CESDH.
	Comme expliqué aux points 62 à 66 de la requête « mesures provisoires », le requérant estime que le passage préalable par une juridiction nationale serait contraire au principe d'effectivité de son recours dans la mesure où le Conseil d'État s'est déjà prononcé favorablement sur la conformité de la loi du 5 août 2021 à la CESDH et que les délais d'une telle procédure sont incompatibles avec le rendu d'une décision avant le 15 septembre 2021, date à laquelle il subira les conséquences financières irréparables de son choix de ne pas se faire vacciner.

64. Dispos(i)ez-vous d'un recours que vous n'avez pas exercé ?

☒ Oui

☐ Non

65. Si vous avez répondu oui ci-dessus, veuillez indiquer quel recours vous n'avez pas exercé et expliquer pour quel motif vous ne l'avez pas fait

Motifs exposés ci-dessus dans le cadre G

H. Informations relatives aux autres instances internationales traitant ou ayant traité l'affaire (le cas échéant)

66. Le requérant a-t-il soumis l'un quelconque de ces griefs à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement ?

☐ Oui

☒ Non

67. Si vous avez répondu oui ci-dessus, veuillez résumer brièvement la procédure (griefs présentés, nom de l'instance internationale, date et nature des décisions éventuellement rendues)

68. Le requérant a-t-il déjà introduit une ou plusieurs autre(s) requête(s) devant la Cour ?

☒ Oui

☐ Non

69. Si vous avez répondu oui ci-dessus, veuillez indiquer ci-dessous le ou les numéro(s) de requête correspondant(s)

Requête "mesures provisoire" sur le fondement de l'article 39 du règlement de la Cour, pour plusieurs centaines de sapeur-pompiers et soignants, introduite le 19 août 2021 portant un numéro unique : 41950/21

I. Liste des documents joints

Vous devez joindre des copies complètes et lisibles de tous les documents. Aucun document ne vous sera restitué. Il est donc dans votre intérêt de soumettre à la Cour des copies, et non des originaux. Vous devez ABSOLUMENT :

- classer les documents par date et par procédure,
- numéroté les pages consécutivement, et
- NE PAS agraffer, relier ou scotcher les documents.

70. Dans l'encadré ci-dessous, indiquez, par ordre chronologique, les documents joints au formulaire, avec une brève description. Indiquez le numéro de page correspondant à chaque document

1.	Loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire	p.	1
2.	Avis du Conseil d'État rendu le 19 juillet 2021	p.	10
3.	Avis du Défenseur des Droits rendu le 20 juillet 2021	p.	29
4.	Avis du Conseil Constitutionnel rendu le 5 août 2021	p.	34
5.	20210803-Suivi des effets indésirables par ANSM	p.	63
6.	Article de revue médicale VIDAL intitulé : Myocardites et vaccins à ARN M contre la COVID19 - d'une simple alerte à une relation causale	p.	81
7.	Deux articles de presse - volontaires pour attraper la COVID	p.	87
8.	Requête mesure provisoire transmise par fax le 19 août 2021	p.	94
9.	Courrier de la Cour du 25 août 2021 C EDH-LF2.1aR mod SPR/jsa	p.	119
10.	Article de presse RCI du 27 août 2021 Intervention de M. Olivier VERAN, ministre de la Santé déclarant "Il n'y a pas de projet d'obligation vaccinale à d'autres catégories professionnelles"	p.	121
11.	Études scientifiques sur les effets néfastes des vaccins représentant un risque sérieux pour la santé et la vie	p.	123
12.		p.	
13.		p.	
14.		p.	
15.		p.	
16.		p.	
17.		p.	
18.		p.	
19.		p.	
20.		p.	
21.		p.	
22.		p.	
23.		p.	
24.		p.	
25.		p.	

Autres remarques

Avez-vous d'autres remarques à formuler au sujet de votre requête ?

71. Remarques

M. Pierrick THEVENON et plusieurs centaines d'autres requérants ont sollicité la Cour européenne des droits de l'homme pour des faits qui sont tous identiques. Seuls les renseignements personnels sont différents : Civilité, nom, prénom, adresse, employeur. Ces renseignements « personnels » sont fournis sur clef USB et dans les listings joints à la requête. Il est demandé à la Cour, conformément à l'article 61 de son règlement, que la présente requête puisse être traitée selon les principes de l'arrêt pilote, article 61 du règlement de la Cour.

Déclaration et signature

Je déclare en toute conscience et loyauté que les renseignements qui figurent sur le présent formulaire de requête sont exacts.

72. Date

1	0	0	9	2	0	2	1
J	J	M	M	A	A	A	A

 ex. 27/09/2015

Le(s) requérant(s) ou son/ses/leur(s) représentant(s) doivent signer le formulaire dans l'encadré ci-dessous.

73. Signature(s) ☐ Requérant(s) ☒ Représentant(s) – Cochez la case correspondante



Désignation du correspondant

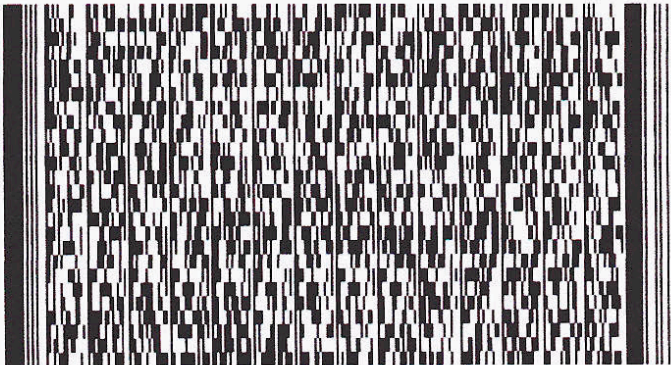
S'il y a plus d'un requérant ou plus d'un représentant, veuillez indiquer le nom et l'adresse de la seule personne avec laquelle la Cour correspondra. Si le requérant est représenté, la Cour ne correspondra qu'avec le représentant (que celui-ci soit avocat ou non).

74. Nom et adresse du ☐ Requérant ☒ Représentant – Cochez la case correspondante

M. FROMENT Guy 7 Bd Novy Jicin 69 200 Vénissieux

Le formulaire de requête complété doit être signé et envoyé par la poste à :

Madame la Greffière de la
Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 STRASBOURG CEDEX
FRANCE



893669e1-66ca-4653-b9e0-2de2561a694b